

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	5
Liste des abréviations	11
Préface. Le droit des contrats à l'épreuve de l'économie de partage	13
Introduction	17
Partie I. L'affinement des classifications contractuelles	63
Titre 1. Repenser la distinction des caractères gratuit et onereux	71
Chapitre 1. Le critère matériel : la rémunération	79
Section 1. L'existence d'une contrepartie	82
§ 1. L'absence de paiement par le créancier initial ..	83
A. Approche de la notion de paiement	84
1. Le prix.....	85
2. Le paiement en nature	92
B. Le contrat de partage initial : une prestation sans contreprestation	94
1. Le non-paiement par le créancier	95
2. La gratuité : une conclusion a priori séduisante	101
§ 2. L'existence d'une rémunération finale	105
A. Le versement de « grains »	110
1. Le mécanisme des « monnaies » non étatiques.....	110
2. Le refus de considérer le versement de grain comme une rémunération	116
B. Le paiement par un tiers au contrat initial	123

1. La rémunération finale du débiteur initial	124
2. La gratuité, une conclusion artificielle.....	126
Section 2. L'appréciation de la contrepartie.....	130
§ 1. L'équilibre de la contrepartie.....	131
§ 2. L'équivalence des prestations	140
Conclusion du chapitre 1	146
Chapitre 2. Le critère subjectif : la volonté des parties.....	149
Section 1. Le désintéressement au cœur des relations de partage.....	152
§ 1. La « cause » principale des contrats de partage : l'intention libérale.....	153
§ 2. L'influence des mobiles désintéressés	163
A. <i>La délicate appréhension des mobiles dans l'opération de qualification</i>	<i>164</i>
B. <i>L'importance des motivations désintéressées dans les contrats de partage ou la prépondérance de l'intérêt collectif.....</i>	<i>174</i>
Section 2. La réminiscence de l'intérêt personnel.....	185
§ 1. L'absence d'altruisme pur	186
A. <i>La potentialité de prestations futures</i>	<i>187</i>
1. L'expectative quant à la réalisation d'une contreprestation.....	187
2. Le degré de certitude quant à la réalisation de la contreprestation.....	191
B. <i>L'épargne des prestations.....</i>	<i>195</i>
§ 2. Les conséquences sur la qualification des techniques de partage.....	197
A. <i>L'inopportunité des catégories intermédiaires.....</i>	<i>198</i>
1. La gratuité intéressée.....	199
2. Les inconvénients d'une surabondance de qualifications.....	205

B. <i>La relativité du titre gratuit et onéreux</i>	216
1. La gratuité : une catégorie limitative.....	217
2. L'onérosité : une catégorie résiduelle	222
Conclusion du chapitre 2	234
Conclusion du titre 1	237
Titre 2. Repenser la distinction des contrats synallagmatiques et unilatéraux	241
Chapitre 1. Les insuffisances de la classification traditionnelle face aux techniques de partage	251
Section 1 : L'appréhension des techniques de partage à l'aune des qualifications traditionnelles	254
§ 1. L'exclusion de la qualification d'acte unilatéral	254
A. <i>La notion d'acte juridique unilatéral</i>	255
B. <i>L'impossible assimilation des techniques de partage aux actes unilatéraux</i>	264
§ 2. Les techniques de partage : des contrats unilatéraux au regard du droit positif	269
A. <i>La nécessaire qualification contractuelle des techniques de partage</i>	269
B. <i>Le caractère a priori unilatéral des contrats de partage</i>	274
Section 2 : Le prisme insuffisant du contrat synallagmatique classique	281
§ 1. Les contrats de partage : une remise en cause de l'assimilation entre le synallagmatique et l'onéreux, l'unilatéralité et la gratuité	281
A. <i>Les contrats synallagmatiques : des contrats conclus à titre onéreux</i>	281
1. Le rejet classique de l'assimilation	282
2. L'admission de l'assimilation entre les contrats synallagmatiques et conclus à titre onéreux.....	287
B. <i>Gratuité et unilatéralité : une assimilation éprouvée par les contrats de partage</i>	292

§ 2. Une tentative d'appréhension des contrats de partage grâce à la conception « souple » du contrat synallagmatique.....	303
A. <i>Le recours insuffisant à la nature évolutive des contrats synallagmatiques</i>	304
B. <i>L'émancipation de la perception rigide du synallagma</i>	314
1. L'impact de la volonté des parties sur la connexité des obligations	314
2. L'insuffisance du <i>synallagma lato sensu</i>	317
Conclusion du chapitre 1	321
Chapitre 2. Une tentative d'émancipation de la vision classique du contrat synallagmatique	325
Section 1 : L'impossible formation d'un contrat synallagmatique par l'imbrication de contrats unilatéraux	328
§ 1. L'agrégation de contrats unilatéraux intimement liés	328
A. <i>Une succession de contrats imbriqués</i>	329
B. <i>L'appréciation globale de la succession de contrats</i>	334
§ 2. Une mise en application délicate	337
A. <i>Une solution artificielle</i>	338
1. Le non-respect des règles relatives au consentement	338
2. L'écueil de la réciprocité des obligations	344
B. <i>L'obstacle de l'aléa et de la potestativité</i>	354
Section 2 : La suppression du critère de réciprocité : une solution à rejeter	366
§ 1. L'appréhension de la réciprocité des obligations ou l'impératif travail de définition	367
§ 2. Le caractère essentiel du critère de réciprocité	371

A. La remise en cause de l'utilité du critère de réciprocité	371
B. Une conclusion erronée dictée par une compréhension biaisée de la réciprocité	376
Conclusion du chapitre 2	382
Conclusion du Titre 2	385
Conclusion de la Partie I	391
Partie II. L'élargissement des relations contractuelles	395
Titre 1. Du contrat à la relation contractuelle	399
Chapitre 1. Des communautés de contractants	403
Section 1 : L'organisation contractuelle des communautés	405
§ 1. Un contrat-cadre originel : outil de création et d'adhésion à la communauté	406
A. L'appréhension des relations de partage grâce à la notion de contrat-cadre	406
1. Le contrat-cadre : un précieux outil d'organisation des relations contractuelles dans le temps.....	406
2. Le contrat originel : un contrat-cadre.....	413
B. Un contrat-cadre de coopération	422
1. La distinction classique opposant les échanges aux distributions	423
2. L'appréhension du contrat-cadre originel à l'aune d'une figure intermédiaire : la coopération.....	429
§ 2. La résolution originale des conflits internes	448
A. L'insuffisance des sanctions traditionnelles .	449
B. La gestion originale des conflits par les communautés	461
1. La prévention des conflits en amont : un objectif essentiel au sein des communautés.....	461

2. La contractualisation du règlement des litiges : la promotion d'une justice alternative	463
Section 2 : L'articulation avec le droit des groupements.....	470
§ 1. L'opportunité des groupements personnalisés	470
A. <i>L'association à but non lucratif</i>	470
B. <i>La société</i>	475
§ 2. L'inadéquation des groupements non personnalisés	482
Conclusion du chapitre I	491
Chapitre 2. Des relations contractuelles complexes	495
Section 1 : L'innommé au cœur du domaine participatif.....	497
§ 1. L'écueil des contrats translatifs de propriété ou portant sur l'usage d'un bien.....	498
A. <i>L'inadaptation des contrats translatifs de propriété à titre onéreux</i>	499
1. L'absence de paiement d'un prix : un obstacle dirimant à la qualification de contrat de vente.....	499
2. Le contrat d'échange : une qualification intuitive trompeuse	502
B. <i>Le caractère inapproprié des contrats portant sur l'usage d'un bien</i>	516
1. L'inadéquation du bail face aux contrats unilatéraux de partage.....	516
2. L'impossible recours aux contrats de prêt à usage et de consommation.....	519
§ 2. Les obstacles aux contrats relatifs aux services	524
A. <i>L'incompatibilité entre le contrat d'entreprise et les spécificités des contrats de partage</i>	525
B. <i>L'impraticable recours au mandat en l'absence d'actes juridiques accomplis au nom et pour le compte d'un tiers</i>	531

Section 2 : La promotion de la relation contractuelle	536
§ 1. La relation contractuelle au cœur des préoccupations doctrinales.....	537
A. <i>L'exposé de la théorie des contrats dits relationnels</i>	537
B. <i>La réception des contrats relationnels par la doctrine française</i>	543
1. Les tentatives d'importation en droit français .	543
2. Une transposition impraticable	546
§ 2. L'ascension de la relation contractuelle ou la nécessité d'élargir le prisme.....	553
A. <i>Les contrats successifs : des permutations au service de la relation</i>.....	554
B. <i>Un changement de prisme au profit de la relation contractuelle</i>	559
1. Le caractère normatif de la relation : vers la reconnaissance du contenu non obligationnel du contrat	559
2. La prévalence de la phase d'exécution.....	564
Conclusion du Chapitre II	569
Conclusion du Titre 1	573
Titre 2. L'incidence des communautés sur la qualification des intervenants	575
Chapitre 1. La distinction relative partie/tiers	579
Section 1 : L'incidence de la succession des contrats sur la qualité des intervenants	581
§ 1. L'émergence de réflexions sur l'élargissement de la notion de partie	582
A. <i>Un préalable nécessaire : l'approche des ensembles contractuels</i>	582
B. <i>Un plaidoyer en faveur d'une conception large de la notion de partie dans les ensembles contractuels</i>.....	593

1. Première approche de la notion de partie	593
2. Les ensembles contractuels : un terreau fertile pour l'élargissement de la notion de partie	596
§ 2. Une tentative infructueuse d'éclairer la qualité des intervenants du partage	605
A. <i>Une nouvelle réalité contractuelle ou la nécessité d'assouplir la distinction classique partiel/tiers</i>	605
B. <i>L'inadaptation des modèles de réflexion à la succession des contrats de partage</i>	612
Section 2 : La communauté, un contractant particulier	617
§ 1. L'existence d'une partie plurale : la théorie de l'acte juridique conjonctif	617
A. <i>La définition de la notion de partie par référence au critère de l'intérêt unique</i>	617
B. <i>Un acte unique passé par au moins une partie plurale</i>	623
§ 2. La communauté, une partie plurale	628
A. <i>L'application de la théorie de l'acte conjonctif à la communauté</i>	628
B. <i>La superposition des rapports interindividuels et des rapports contractuels élargis</i>	634
Conclusion du Chapitre I	643
Chapitre 2. L'émergence d'une nouvelle catégorie de parties au contrat : le « prosommateur »	647
Section 1 : Le principe : la distinction professionnel/ consommateur comme critère d'application du droit de la consommation	651
§ 1. Le domaine d'application classique du droit de la consommation	652
A. <i>La construction progressive des catégories du droit de la consommation</i>	652

B. <i>La consécration de catégories définies au sein du Code de la consommation</i>	657
§ 2. L'inapplication du droit de la consommation aux relations de partage	664
Section 2 : La remise en cause du principe : l'hybridation croissante des catégories de contractants ou la professionnalisation des consommateurs	670
Conclusion du Chapitre 2	682
Conclusion du Titre 2	685
Conclusion de la Partie II	687
Conclusion générale	691
Bibliographie	697
Table de jurisprudence	768
Tables des lois, décret, directives, etc.	784
Index	787